

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 42

*Der schweizerische Gesandte in Washington, M. Peter,
an den Vorsteher des Politischen Departementes, G. Motta*

PB N° 150

Washington, 25 octobre 1929

[...]¹

La prospérité dont le parti républicain a fait si grand état lors de la campagne électorale de la dernière élection présidentielle et qui lui est nécessaire pour se maintenir au pouvoir vient d'être compromise par la crise récente de la Bourse de

1. *Peter berichtet eingangs über die parlamentarische Behandlung des neuen amerikanischen Zolltarifs.*



New-York. Sans doute, cette crise était uniquement la conséquence de l'inflation et de l'abus du crédit que peut-être la politique financière du Federal Reserve Board avait favorisés ou n'avait pas su enrayer à temps. Dès 1927, en effet, grâce à l'abaissement du taux de l'argent, mesure destinée à arrêter les importations d'or, a commencé une ère de spéculation effrénée qui a sévi jusqu'en septembre dernier sur tout le territoire des Etats-Unis et dans toutes les classes de la population, spéculation favorisée par les capitaux étrangers que les intérêts élevés du «Call money» avaient attirés. Ces capitaux ayant été retirés subitement à la suite de l'abaissement du taux de l'escompte en Angleterre pour être employés à d'autres placements avantageux en Europe, ce retrait semble avoir, sinon créé, du moins hâté la crise. Au début de celle-ci, la prospérité ne paraissait pas atteinte, la baisse des titres n'avait rien d'anormal après la hausse exagérée due à la spéculation. La Bourse, croyait-on, allait se remettre bientôt, les spéculateurs à couverture trop faible, et incapables d'augmenter celle-ci, seraient «vendus» et quelque déplorable que ce soit, cela devait assainir la situation en diminuant les prêts consentis par les agents de change. Mais bientôt, comme les titres continuaient à baisser, on commença à s'inquiéter, les grands banquiers se virent obligés d'intervenir et de jeter des millions de dollars sur le marché. Mais, comme ils n'ont pas soutenu leur effort, qu'ils ont revendu aussitôt qu'ils ont cru la crise passée, malgré la déclaration du Président et de tous les grands industriels et hommes d'affaires que la situation industrielle, commerciale et financière du pays était saine et que rien ne justifiait les alarmes, la baisse recommençait de plus belle et l'on vendit pêle-mêle par milliers et sans raison aucune, les bonnes valeurs avec les mauvaises.

Alors ce fut la panique. Des titres qui avaient atteint 120, 130 ou 150 dollars quelques semaines auparavant étaient offerts à 30 ou 20 dollars, sans trouver d'acheteurs. Des bruits de suicides, de faillites prochaines commençaient à courir. Ceux qui s'étaient bornés à placer leur petite fortune en achetant des valeurs qu'on croyait solides se trouvaient ruinés; on évaluait à des sommes énormes la diminution de fortune de certains millionnaires. Alors les républicains prirent peur. Car si la crise n'avait pas été causée en réalité par les mauvaises affaires, elle allait, par contre, provoquer une crise industrielle en diminuant le pouvoir d'achat du peuple américain. Une quantité d'industries allaient être atteintes, on parlait de milliers de ventes à tempérament résiliées, d'ordres d'achat d'automobiles annulés, les fabriques allaient ralentir leur activité, le chômage en serait la conséquence. Et le spectre d'une élection du Congrès qui leur serait l'an prochain défavorable est apparu aux républicains consternés, tandis que les démocrates souriaient déjà, escomptant leur succès et accusant leurs adversaires d'avoir causé la crise en faisant croire à tout propos à la population que le pays était entré, grâce au parti républicain, dans une ère de prospérité sans pareille que rien ne pouvait désormais entraver. C'est alors que Rockefeller a publié son offre d'achat d'un million d'actions de la Standard Oil Company de New Jersey à un cours supérieur au cours coté, ce qui a immédiatement provoqué une hausse de ces valeurs et rendu la confiance aux timides. Le comité du Stock Exchange prenait, de son côté, des mesures contre les manœuvres des baissiers, puis le taux

de l'escompte étant diminué tandis que le Département du Trésor annonçait qu'il avait l'intention de demander au Congrès de diminuer le taux des impôts pour l'année prochaine, de telle façon qu'il en résulterait, pour les contribuables, 160 millions de dollars de moins à payer. Les membres du Congrès des deux partis, par l'organe de leurs chefs, s'engagèrent immédiatement à voter la réduction proposée par le Ministre du Trésor dès le commencement de la session de décembre.

Enfin, le Président est intervenu à son tour en convoquant au White House des conférences de banquiers, industriels, présidents des compagnies de chemins de fer, des Chambres de Commerce, représentants des syndicats ouvriers, etc., afin d'obtenir leur avis sur la marche à suivre pour prévenir la calamité qui menaçait de frapper le commerce et l'industrie, et rassurer en même temps l'opinion publique. Et pendant la semaine dernière, chaque jour, une conférence eut lieu dont le résultat fut publié aussitôt par les journaux. Ainsi les présidents des compagnies de chemins de fer ont fait part que leur programme de construction pour l'année prochaine serait d'un milliard de dollars; les grands industriels prévoyaient, de leur côté, une production plus forte en 1930 qu'en 1929; le Département du Trésor annonce qu'il dépensera pour la construction de bâtiments publics de 248 à 423 millions de dollars, des contrats postaux seront, en outre, accordés par l'Etat pour permettre la construction de 200 millions de bâtiments de la marine marchande; les compagnies de télégraphe et téléphone, poursuivant les travaux d'extension de leurs lignes, prévoient un budget de 160 millions pour l'année prochaine; les sociétés de gaz, d'électricité projettent également l'agrandissement de leurs réseaux; les grands magasins déclarent, à leur tour, qu'ils ne songent nullement à réduire leur personnel, et qu'ils s'engagent à ne pas annuler ni réduire leurs commandes ou leurs contrats d'annonces; les grandes usines, enfin, ne diminueront pas non plus leur personnel ni leur fabrication. Convoqué également au White House, Ford se joint au mouvement en déclarant que dès le mois prochain il augmentera le salaire de 150,000 de ses ouvriers, tout en diminuant le prix de ses automobiles et en augmentant leur production. Quant aux banques, d'accord avec le Federal Reserve Board, elles maintiendront le taux de l'argent assez bas pour que l'industrie, le commerce, la construction puissent obtenir des crédits suffisants et profiter pour leurs travaux de l'argent libéré par la vente des titres et le remboursement des prêts. Et l'on publie, d'un autre côté, que les comptes d'épargne spéciaux en vue des achats de Noël et qui ne peuvent être retirés avant le mois de décembre, s'élèvent à 9 millions de dollars qui vont être versés bientôt au commerce du détail. Et tandis que les industriels, fabricants et commerçants s'engageaient à maintenir les salaires au taux actuel, les représentants des grands syndicats ouvriers, chemins de fer, usines, bâtiments, etc., prenaient l'engagement, au nom de leurs syndicats, de ne solliciter aucune autre augmentation de salaires que celles déjà demandées avant la crise. Enfin, le Président adresse un pressant appel aux Gouverneurs de 48 Etats pour les prier de procéder sans retard et dans la mesure du possible, aux constructions et travaux publics prévus par les Etats, les villes et les communes. Et c'est ainsi que le Président s'évertue à faire ce que les journaux ont appelé la «mobilisation des ressources du pays et la stabilisation de l'esprit public».

Quoi qu'il en soit du résultat futur de ces grandes consultations et de cette campagne présidentielle, la roue semble pour le moment avoir tourné. Ce n'est pas encore l'enthousiasme et la Bourse est bien loin des cours du mois de septembre. Mais ceux-ci remontent peu à peu et le public paraît reprendre confiance. Il y aura encore des hauts et des bas, mais on croit que la crise est passée, du moins le Président et son parti feront tout ce qu'ils pourront pour qu'elle le soit et qu'elle ait le moins d'effet possible sur les affaires en général et sur cette prospérité qui est le sûr garant du maintien du parti républicain au pouvoir.